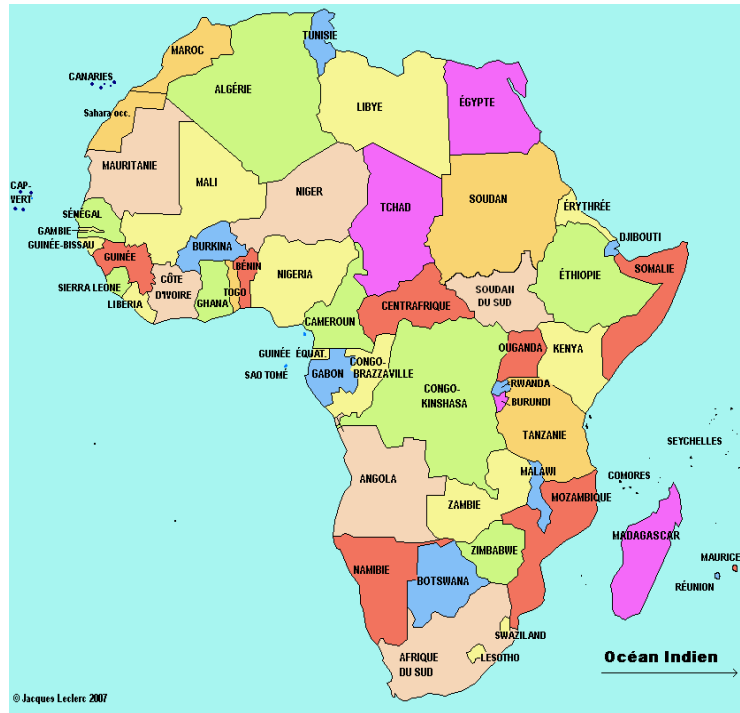


BULLETIN DE L'UNION AFRICAINE (UA)



Ce bulletin traite des questions africaines de paix et de sécurité à travers :

- Trois textes de réflexion ;
- Une revue de presse (défense) internationale ;
- Une présentation des missions en cours en Afrique.

(14 avril 2019)

1 TEXTES DE DEFENSE

Nous présenterons successivement trois textes :

- le premier s'intéresse à l'Alliance Sahel, une organisation de bailleurs de fonds pour le Sahel.
- Le second est un décryptage de la relation France - Afrique par Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE.
- Le dernier document fait un point sur les relations Inde - Afrique.

« NOUS DEVONS AIDER PLUS RAPIDEMENT ET MIEUX LE SAHEL »

Pour le coordinateur de l'Alliance Sahel, Jean-Marc Gravellini, les bailleurs de fonds doivent renoncer à vouloir tout contrôler pour répondre aux besoins urgents des populations.

(Propos recueillis par Laurence Caramel, publié le 05 février 2019)

Lancée en juillet 2017 par la France et l'Allemagne, l'Alliance Sahel regroupe aujourd'hui douze bailleurs bilatéraux et multilatéraux. Alors que, sur le terrain, la situation sécuritaire ne s'améliore pas, son objectif reste de « *décaisser plus rapidement l'aide au développement et de la rendre plus efficace et plus proche des besoins des populations* ». Y parvenir implique un profond bouleversement dans les pratiques des agences corsetées dans de lourdes procédures de décision et en dépit d'un discours affiché, peu habituées à se coordonner.

Le responsable de l'unité de coordination de l'Alliance Sahel, Jean-Marc Gravellini, reconnaît qu'« *une course contre le temps est engagée. Nous savons que les populations en situation d'extrême pauvreté sont des proies faciles pour les terroristes et les trafiquants. Pour être en mesure de leur offrir une alternative, nous devons dépenser plus vite* », explique-t-il au *Monde Afrique*.

Quel est le bilan de l'Alliance Sahel, dix-huit mois après son lancement ?

Jean-Marc Gravellini Les douze bailleurs autour de la table, dont la Banque mondiale et l'Union européenne, représentent un portefeuille de 680 projets pour un montant total de 9 milliards d'euros. Les deux tiers de ces projets ont été approuvés et peuvent donc

être mis en œuvre. En 2018, un milliard a pu être dépensé. Mais nous devons aller plus vite. Dans les zones en crise où il y a urgence, peut-on se permettre de viser des projets compliqués dont la mise en œuvre va demander cinq ou six ans ? Il faut certainement réfléchir au reformatage des programmes si nous voulons gagner la course contre le temps. Nous savons que les populations en situation d'extrême pauvreté sont des proies faciles pour les terroristes et les trafiquants. Or nous devons trouver rapidement des solutions adaptées à la situation. C'est une question de survie pour ces populations et de crédibilité pour les bailleurs.

L'action de l'Alliance ne se concentre donc pas sur les régions les plus fragiles ?

L'Alliance intervient sur l'ensemble des territoires des cinq pays qui composent le G5 Sahel, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Il ne s'agit pas de se focaliser sur les zones déstabilisées par la présence de terroristes pour oublier les autres. Il faut éviter « l'effet réverbère ». La grande majorité des projets portés par l'Alliance concerne les régions méridionales de la zone sahélienne, car c'est là que vit le plus grand nombre et que se trouvent les opportunités économiques les plus importantes pour le développement de ces pays. Notamment dans le domaine agricole. Nous devons veiller à ce que ces zones ne basculent pas dans la crise.

A côté des interventions militaires antiterroristes, les actions en faveur du développement sont présentées comme la condition indispensable au retour d'une paix durable. Les pays du G5 ont ciblé des zones prioritaires autour des frontières. De quelle façon l'Alliance répond-elle à leur demande ?

Les pays du G5 ont formulé une double demande. Ils ont défini une liste de 40 projets prioritaires qui a été adoptée au sommet de Nouakchott en décembre. L'Alliance n'a pas vocation à financer ce Programme d'investissements prioritaires (PIP) mais il se trouve que certains d'entre eux recoupent les domaines dans lesquels elle intervient (électrification rurale, accès à l'eau potable, création d'activités...). Sur ce programme évalué à 2 milliards de dollars [1,7 milliard d'euros], les membres de l'Alliance ont promis d'en financer 1,3 milliard. Mais ils ne participeront pas par exemple à la construction d'infrastructures ferroviaires ou à la création d'une compagnie aérienne régionale.

Par ailleurs, le G5 a demandé un soutien particulier sur les zones livrées aujourd'hui aux trafics et/ou sous la menace des terroristes, des espaces où l'Etat n'est plus présent et où les services de base ne sont plus assurés. Il s'agit par exemple de la zone des trois frontières [Mali, Burkina Faso et Niger], de la zone du Hodh oriental en Mauritanie où vivent près de 60 000 réfugiés maliens, du nord du Burkina Faso ou autour du lac Tchad. Dans ces zones, où vivent entre 15 à 20 millions de personnes, nous ciblons en particulier nos actions sur l'accès à l'eau, car c'est souvent à l'origine des tensions entre les pasteurs nomades et les agriculteurs. L'objectif est aussi de réintroduire des activités

et d'aider les populations grâce à des politiques de transferts d'argent ou de denrées agricoles. Ces zones sont le théâtre d'opérations militaires. Les conditions de sécurité font qu'il est très difficile d'y intervenir. Il est en tout cas impossible pour des Occidentaux de s'y aventurer.

Comment dépasser cette réalité ?

Ici plus qu'ailleurs, il faudrait pouvoir aller vite. Cela suppose d'accepter une forme de « lâcher prise » en faisant confiance à des tiers. Nous devons accepter de ne pas tout contrôler. A Koro, dans la région de Mopti au Mali, une station de pompage a été construite sans qu'aucun expert blanc ait mis les pieds sur place. Le projet a été confié à un bureau d'études malien puis à une entreprise malienne pour la construction. Les ONG occidentales avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler ne peuvent pas non plus s'installer dans ces zones, mais elles travaillent avec des ONG locales et c'est comme cela que nous pouvons avancer.

Au Mali, le programme de relance économique pour l'est et le centre du pays financé par la Banque mondiale a été confié à Care et à SOS Sahel, mais il est mis en œuvre par des ONG locales. Et pourquoi pas demain financer des opérateurs privés qui peuvent aussi favoriser l'émergence d'activités et concourir à la pacification de ces zones ? Nous devons travailler au plus près des populations et qu'elles puissent constater que leurs conditions de vie s'améliorent. En Afghanistan, des dizaines de milliards de dollars ont été dépensés et les populations disent qu'elles n'ont rien vu.

Tous les bailleurs sont-ils prêts à ce changement ?

Il y a bien sûr des différences, mais cette réflexion sur l'efficacité de l'aide n'est pas récente. La situation dans laquelle se trouve cette région soixante ans après les indépendances interpelle. Il faut faire sauter les verrous pour agir et ne plus tergiverser pendant des années avant de prendre des décisions. Les besoins sont considérables, mais l'argent n'est cette fois-ci pas une limite. Nous sommes rattrapés par les crises – sécuritaire, migratoire, démographique – et l'Europe ne peut se permettre d'avoir à quelques milliers de kilomètres une zone sahélienne totalement déstabilisée.

ANCIEN DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT A LA DGSE, ALAIN JUILLET DECRYPTE POUR LA TRIBUNE AFRIQUE LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE CONTINENT

Entre développement et sécurité en Afrique, en passant par la nomination de Louise Mushikiwabo à la tête à la Francophonie. Analyse d'une France qui décroche.

La Tribune Afrique - Que représente l'intelligence économique en Afrique aujourd'hui ?

Alain Juillet - Il existe plusieurs acteurs qui développent la discipline, comme Amath Soumaré au Sénégal par exemple. Mais globalement, elle reste extrêmement faible aujourd'hui. L'année dernière, je participais à un colloque au sud du Maroc, à Dakhla sur l'IE en Afrique. Nous n'étions que trois Européens parmi une centaine d'intervenants africains qui se découvraient : c'était passionnant et selon moi, l'intelligence économique est appelée à se développer rapidement sur le Continent.

Comment s'organisent les grands acteurs internationaux en matière d'Intelligence Economique en Afrique ?

Les grands acteurs comme la Chine ou les Etats-Unis réalisent leurs études chez eux, avant de dépêcher une équipe sur le terrain, qui suit une feuille de route bien précise. Ils sont efficaces, mais n'arrivent pas à s'implanter en symbiose avec les habitants. Ils n'ont pratiquement pas de lien avec les populations, car cela ne les intéresse pas, ce qui est grave. Car en Afrique pour être efficace, il faut échanger.

Quel regard portez-vous sur l'AFRICOM, créée après le 11 septembre 2001 pour conduire des activités militaires en Afrique et renforcer la part des importations américaines ?

AFRICOM est efficace au niveau militaire avec une limite : le système militaire occidental ne fonctionne pas en Afrique. Il n'y a qu'à voir les problèmes que rencontrent les Français au Mali ! Les Français savent pourtant s'adapter par nature, mais ne vont pas jusqu'au bout des choses. On lutte contre les jihadistes et après que fait-on ? Si les gens font la guerre, il y a une raison. Au Mali par exemple, le pouvoir qui devrait appartenir aux gens du nord a été confisqué par les gens du sud. Il est évident que les gens du nord le vivent mal.

Vous pensez donc qu'il faille reconnaître l'indépendance de l'Azawad ?

Je ne crois pas aux indépendances mais je crois aux autonomies. Il faudrait au moins une autonomie régionale. On réglerait ainsi le problème au niveau du Mali et du Niger.

Tracer les mouvements financiers des réseaux terroristes sahéliens ne serait-il pas plus efficace que de mener des actions militaires sur un territoire grand comme l'Europe ?

Probablement... De façon générale, les Français ne veulent surtout pas que les Africains pensent que l'on cherche à les recoloniser. On a donc tendance à dire : « Ne faisons rien ! ». Néanmoins, il faut bien aider les pays en développement. La deuxième option est d'encourager les Africains à prendre les rênes des pays. Se pose alors un autre problème car il ne faut pas que cela soit interprété comme la volonté des Français d'imposer un dirigeant.

Pourtant, force est de constater que chaque grande puissance soutient encore le « leader » de son choix...

Je suis d'accord, mais ce n'est indiscutablement pas la bonne solution. C'est celle qui est choisie quand on n'en a pas d'autre. Mais aujourd'hui, il faut que les pays prennent leur envol... Un étranger en Afrique doit nouer des relations avec les communautés qui représentent le cœur du Continent. Si vous n'en tenez aucun compte et que vous cherchez à imposer votre propre vision, parce que c'était ainsi depuis 200 ans, cela ne marchera pas : c'est fini depuis un moment !

Pas si longtemps, au regard de l'intervention française de 2011 en Côte d'Ivoire...

L'intervention de l'armée française pour faire partir le président Gbagbo n'est pas normale. Si j'en crois ce qui se dit, on parle de plus en plus à La Haye de relâcher Laurent Gbagbo pour manque de preuves. Vous vous rendez compte de la responsabilité française de l'avoir fait mettre en prison à la Cour Pénale Internationale (CPI) pour placer quelqu'un d'autre si, en fin de compte, il n'est pas coupable ?

Comment interprétez-vous la stratégie française sur le Continent ?

Dans la partie francophone, l'Hexagone a longtemps été le leader incontesté. Mais depuis 20 ans, la France se retire de l'Afrique et cela me fait vraiment mal au cœur, car cela se passe au moment où le Continent commence à avoir les moyens de sa croissance et de son développement. Nous avons été là pendant toute une période difficile et nous partons au moment où cela devient intéressant et rentable. C'est absurde!

Entre retrait progressif de l'ancien pré-carré et présence militaire de plus en plus mal perçue par les populations locales, Emmanuel Macron incarne-t-il un « new deal » africain ?

Une présence militaire mal perçue ; et pour cause ! Pour le reste, je suis toujours frappé de voir combien les populations, dans pratiquement tous les pays africains, « aiment » les Français, car ils sont l'un des seuls peuples à se mélanger à la population. Lorsqu'ils arrivent quelque part, trois jours plus tard, ils partagent la cuisine locale avec les habitants contrairement aux Américains qui ne mangeront pas un produit non validé par les Etats-Unis, pas davantage que les Chinois qui restent entre eux. Quelle que soit la politique engagée, les Français bénéficient encore de facilités sur le Continent.

Le « soft power » français en Afrique repose largement sur l'usage de la langue de Molière. Comment interprétez-vous la nomination de Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie ?

C'est de la politique pure. Il n'y a aucune raison de nommer à la tête de la Francophonie quelqu'un qui parle anglais et qui, pour des raisons que l'on peut comprendre, « crache » sur la France en permanence. Je pense que c'est aberrant ! Il y avait une cinquantaine de personnes dans la Francophonie qui pouvaient nous représenter beaucoup mieux. Sans remettre en cause les qualités de cette diplomate très efficace, il ne faut quand même pas oublier qu'elle vient d'un pays où le français n'est plus une langue nationale. Il y a là un problème que je ne comprends pas.

Deux jours plus tard, la France abandonnait toute poursuite concernant le crash de l'avion transportant les présidents rwandais et burundais en 1994. Est-ce un nouveau signe en direction de Paul Kagamé ?

Justement, tout cela me paraît très grave. Les Africains aussi aiment la justice et ne sont pas dupes...

La nature ayant horreur du vide, par quels acteurs les Français ont-ils été remplacés ?

Si les Français se sont retirés, les gens qui sont « dans le coup » ne font plus rien. Cela pose un vrai problème. Je suis frappé par ce qui se passe en Ituri depuis 15 ans ! Souvenez-vous du Katanga où il y a toujours eu des tensions dues aux compagnies minières sur la zone des frontières. Quand vous voyez aujourd'hui tous ces mouvements d'opposition à l'Etat congolais, les camions qui passent chargés de matières premières, de métaux stratégiques et qui repartent au Rwanda notamment, on ne respecte pas les règles de souveraineté d'un pays.

Il fallait faire tomber Kadhafi. Il ne plaisait plus sans doute...

Dans l'une de vos déclarations à Paris Match en 2016, vous expliquiez qu'en matière d'IE, les victimes étaient des chômeurs et des sites de production fermés. Pourtant, les milices en République Démocratique du Congo (RDC) sont armées par des multinationales et provoquent des morts, pas uniquement des chômeurs...

Effectivement. Des compagnies minières imposent leurs règles et spolient la RDC pour pouvoir vendre ces fameuses matières premières à l'étranger, aidés par des pays limitrophes (Ouganda et Rwanda notamment, NDLR). Cela me paraît insupportable. Il faudrait que les Etats disent « stop » ! Mais qui va se battre contre les grandes sociétés minières ou pétrolières ?

Le cas libyen est-il un cas d'école en termes de guerre économique ?

A mon sens, il s'agit avant tout d'une question politique. C'est un désastre parce qu'on a traité un problème militaire, sans appréhender le problème économique.

La dimension politique pouvait-elle s'abstraire de la question migratoire et de la déstabilisation régionale prévue par tous les experts en géopolitique ?

La France connaît de moins en moins les réalités africaines... Au niveau de la Libye, le facteur économique était marginal par rapport à la dimension politique, selon moi. Dès le départ la volonté de la France était claire : il fallait faire tomber Kadhafi. Il ne plaisait plus sans doute...

Quel est le rôle des sociétés privées, comme G4S, qui disposent d'une multitude d'informations très précises sur l'activité économique du continent ?

Nous avons besoin de ces sociétés pour assurer la sécurité des sites. Les employés des sociétés militaires privées ont accès à tout... Il faut qu'on arrive à reconstituer ce qu'il se passe de l'extérieur et nous avons un vrai problème, car nous n'avons pas le financement pour aller chercher l'information.

Toutefois, ceux qui protègent les sites d'attaques éventuelles ne font pas de calculs d'ingénieurs, même s'ils ont des contacts partout et sont capables de vous dire très précisément à l'avance, ce qu'il va arriver. G4S par exemple, est l'une des plus grosses sociétés de sécurité intégrée, qui a travaillé en Irak où il y a eu de gros problèmes... Elle se recentre sur l'Afrique mais pourquoi pas ? Les sociétés militaires privées ne me dérangent pas, à condition qu'il y ait des règles.

Quel regard portez-vous sur les écoutes téléphoniques israéliennes qui quadrillent une bonne partie du Continent ?

Les Israéliens sont présents dans la Corne de l'Afrique depuis très longtemps, avec la présence des Falashas en Ethiopie. Les soldats israéliens ne sont pas plus efficaces que les soldats français mais il est vrai qu'ils ont vendu leur système d'écoute un peu partout. Il existe donc un risque de pression extérieure.

Dans un certain nombre d'Etats africains, les groupes privés sont devenus si importants qu'ils représentent un « Etat dans l'Etat » comme le groupe singapourien Olam au Gabon : qui décide d'Ali Bongo ou de Gagan Gupta ? (Entretien réalisé avant les révélations sur la santé du président gabonais)

(Long silence). Pas évident. C'est valable dans d'autres pays...

Le problème des dirigeants est la manière par laquelle ils sont arrivés au pouvoir car selon leur formation et leur sensibilité, ils produiront des résultats très différents. Tous les scénarios sont possibles.

Y compris le renvoi manu militari de Veolia du Gabon en février dernier ? (Un accord amiable a été conclu depuis .ndlr)

Précisément... Mais il y a aussi l'exemple de l'Angola où le président Dos Santos, qui disposait de pétrole, a fait construire des autoroutes pénétrantes au niveau régional. Les Angolais ont développé leur chemin de fer, installé un port en eaux profondes et un aéroport international ; des initiatives que la plupart des pays voisins n'ont pas fait alors qu'ils avaient également des ressources importantes. Tôt ou tard, l'Angola récupèrera le fruit de ces investissements car Dos Santos a pensé à l'avenir de son pays. Cela me rappelle le roi du Maroc, feu Hassan II, qui déclarait : « Si vous voulez régler le problème des migrants, construisez des usines dans les pays de départ ». C'est du bon sens !

INDE-AFRIQUE : DES PISTES POUR FAIRE GRIMPER LE VOLUME DES ECHANGES COMMERCIAUX

19 MARS 2019

Le renforcement des échanges entre l'Inde et l'Afrique est au cœur des discussions qui se sont ouvertes le 17 mars à New Delhi, à l'occasion du quatorzième conclave « India-Africa Project Partnership ». L'événement était organisé jusqu'au 19 mars, par la Confédération de l'industrie indienne (CII), Exim Bank, le ministère indien des Affaires étrangères et le ministère du Commerce et de l'Industrie.

L'objectif affiché : une augmentation du volume du commerce bilatéral entre l'Inde et l'Afrique « à 150 milliards de dollars dans les prochaines années », a pointé le ministre indien du Commerce, de l'Industrie et de l'Aviation civile, Suresh Prabhakar Prabhu, lors de son allocution d'ouverture.

37 pays représentés

Une ambition qui doit prolonger la courbe de croissance du commerce Inde-Afrique, chiffré à 62 milliards de dollars pour la période 2017-2018 (24 milliards de dollars d'exportations vers l'Afrique, et 38 milliards de dollars d'importations en Inde), en hausse de 22 % par rapport à l'année précédente.

37 pays africains sont représentés par près de 400 délégués, dont 31 ministres, parmi lesquels Ibrahima Kassory Fofana, le Premier ministre guinéen, Monyane Moleleki, Premier ministre du Lesotho, ou encore Mahamudu Bawumia, vice-président du Ghana.

La croissance soutenue des économies indienne et africaine (respectivement 7,3 % et 2,7 % en 2018 selon la Banque mondiale), la proximité géographique et l'ambition de partenariats sud-sud ont servi d'appui aux souhaits de coopérations renforcées, affichés lors des discussions.

Utiliser « l'expérience indienne »

Actuellement, les produits pétroliers (17 %), pharmaceutiques, automobiles et d'équipement font partie des principaux produits exportés de l'Inde vers l'Afrique. Dans le sens inverse, l'Inde importe principalement du pétrole (52 % des importations issues du continent), des pierres précieuses et des fruits africains. À l'avenir, le ministre indien du Commerce a indiqué que le numérique, les infrastructures logistiques, l'agro-

industrie et les énergies seront les axes privilégiés pour le renforcement de la coopération Inde-Afrique.

Une volonté confirmée par Ibrahima Kassory Fofana, selon lequel « l'expérience indienne, avec la révolution verte, serait plus que nécessaire à repiquer en Afrique pour répondre au défi agricole, tout en optimisant le potentiel du continent ».

Accords de libre-échange

Pour le volet énergétique, un prêt de 83 millions d'euros a été accordé par Exim Bank au gouvernement congolais (Kinshasa), afin de financer le développement de trois centrales photovoltaïques d'une capacité totale de 35 megawatts dans les provinces de Karawa, Mbandaka et Lusambo. Le ministre indien a aussi suggéré que l'Afrique et l'Inde travaillent à la préparation d'un accord de libre-échange ou d'accords de commerce préférentiels pour permettre le renforcement des échanges entre ces deux pôles croissants du commerce mondial.

2 UNE REVUE DE PRESSE (DEFENSE) INTERNATIONALE

Etats-Unis - Afrique (février 2019)

Les Etats-Unis d'Amérique ont décidé de réduire de plusieurs millions de dollars l'aide militaire accordée au Cameroun en raison de violations présumées des droits de l'homme, ont confié des responsables américains à CNN. Ces suppressions concerneraient quelque 17 millions de dollars qui devaient être dédiés à la formation des forces de l'ordre camerounaises, à l'achat de radars, de neuf véhicules blindés ou encore de patrouilleurs, détaille CNN. L'Etat camerounais a par ailleurs été déclassifié du programme de partenariat d'Etat auquel il devait être candidat. Un programme qui prône la coopération en matière de sécurité associant l'armée américaine à des pays hôtes. Par cette réduction de l'assistance militaire, Washington veut ainsi montrer sa désapprobation face aux violations présumées des droits de l'homme dont est couramment accusé Yaoundé, via son Bataillon d'intervention rapide (BIR). De nombreux rapports d'ONG dont Amnesty International épinglent en effet les forces de l'ordre camerounaises dans leur lutte contre les extrémistes de Boko Haram et les séparatistes des régions anglophones.

France - Tchad (février 2019)

L'état-major français des armées a confirmé avoir mené une série de frappes aériennes du 3 au 6 février dans le nord-est du Tchad contre une colonne rebelle tchadienne en provenance de Libye. La colonne visée est celle de l'UFR, le groupe de Timan Erdimi, un neveu du président Déby. Selon Paris, l'intervention des chasseurs-bombardiers « Mirage 2000 » s'est faite à la demande des autorités tchadiennes. Alexandre Bish, chercheur au sein de « *Global Initiative* », un réseau d'experts qui travaillent sur les crimes transnationaux au Sahel, répond aux questions de Carine Frenk.

RFI : Que pouvait faire cette colonne rebelle à 400 kilomètres de la frontière libyenne ?

Alexandre Bish : Les contacts confirment que l'incursion de l'UFR [Union des forces de la résistance] dans le Sud s'est faite suite à l'avancée des troupes du maréchal [Khalifa] Haftar dans le Fezzan, dans le sud-libyen, et que les troupes de Haftar étaient appuyées par certains Toro-Boros, des milices qui sont issues de la rébellion soudanaise. Donc l'UFR fit face à un dilemme. Soit rester dans le sud-libyen et combattre les forces de Haftar, ce qui n'est pas en lien avec leur stratégie politique. L'objectif politique de l'UFR, c'est de renverser le gouvernement tchadien. Ce n'est pas de faire la guerre aux forces de Haftar dans le sud-libyen. Soit c'était de faire une avancée dans l'Ennedi, le nord-est du Tchad et d'essayer de commencer un mouvement, presque de guérilla, et de voir jusqu'où ils pourraient avancer. Et l'UFR, il semblerait, a choisi cette seconde option.

Ils voulaient prendre une ville ?

Selon mes sources, l'objectif c'était surtout d'avancer le plus loin possible, pas d'occuper une ville ou un terrain particulier. C'était une avancée.

Pourquoi le président Idriss Déby demande à la France d'intervenir ?

Selon mes sources, les forces de l'UFR, qui étaient basées dans le désert libyen au sud de Mourzouq, qui ont voyagé pendant plus d'une semaine et parcouru des centaines de kilomètres dans les territoires tchadiens avant d'avoir été attaquées par les frappes aériennes françaises. Il n'y a aucune force armée tchadienne qui les a arrêtées. Un convoi de 40 véhicules, imaginez la poussière, le sable qui s'envole, une telle avancée se voit de loin. Donc la question, c'est pourquoi on ne les a pas arrêtés ? Ce qui est certain, c'est que cette incursion a été vue comme une menace d'importance, certainement pour avoir suscité l'intervention en direct des forces françaises. Il est aussi probablement question de faire passer un message aux autres rebelles et de montrer qu'une incursion d'un mouvement rebelle tchadien sera stoppée par les forces françaises.

Tout cela se passe à 800 kilomètres de la capitale. Que peut redouter vraiment Idriss Déby ?

Cela représente une menace.

Et dans ces conditions, pourquoi la France a-t-elle répondu favorablement à la demande du président Déby ?

Quelques contacts disent que Déby aurait menacé de retirer la contribution tchadienne auprès de la Minusma, la force de maintien de la paix au Mali. Mais ce qui est certain, c'est que l'incursion, qui a été un peu perçue peut-être comme incontrôlable, a été perçue comme une menace d'importance, et a suscité donc une intervention directe des forces françaises qu'on n'a pas vue depuis 2008-2009.

Il y a une volonté de faire passer un message aussi depuis Paris ?

Passer un message, je ne sais pas. Mais il est certain que, depuis la crise libyenne, le Tchad a été perçu comme un pilier de la stabilité au Sahel, et la chute du président Déby pourrait signifier une situation humanitaire aggravée et peut-être un débordement des conflits dans des pays voisins, comme le Niger. Donc ça, c'est une menace aux intérêts stratégiques de la France. Seulement, ce n'est un secret pour personne, plus d'insécurité,

je pourrais dire plus de présence jihadiste, une augmentation des flux migratoires vers l'Europe. On l'a vu au Niger. L'application de la loi 2015-36, la criminalisation de la migration irrégulière dans le pays, a quand même dû réduire les flux migratoires de manière considérable. Donc, ça c'est sûr, plus d'insécurité, un débordement de l'instabilité vers le Niger pourrait signifier plus de flux.

Combien y a-t-il de groupes rebelles tchadiens dans le sud de la Libye ? Quelle force représentent-ils ?

Il y a cinq ou six groupes. Quant au nombre de combattants, ils arrivent de 4 000 à 11 000. Il est très difficile de donner des chiffres quant au nombre de combattants parce que, depuis la découverte de l'or dans le Tibesti en 2012-2013, il y a beaucoup de combattants qui ont décidé de devenir orpailleurs. Donc on peut devenir orpailleur et puis redevenir, combattant si la situation s'y prête.

Et ce sont vraiment des combattants équipés, entraînés ?

En tout cas, selon les informations que j'ai, il semblerait que l'UFR a beaucoup plus d'expériences parce qu'ils ont des vétérans des anciennes rébellions. Le CCMSR [Conseil de commandement militaire pour le salut de la République] aussi, ils ont aussi plus de combattants qui sont plus jeunes et peut-être moins aguerris. Toutefois, tous ces groupes sont divisés. Il n'y a pas de commandement unifié et cela nuit à leur capacité d'action.

Union africaine - Egypte (février 2019)

Abdel Fattah al-Sissi est désormais président en exercice de l'Union africaine (UA). Au cours de la session d'ouverture de son 32e sommet à Addis-Abeba, son prédécesseur, Paul Kagame, lui a cédé son fauteuil après une année où il aura bousculé l'institution panafricaine.

Lors de son premier discours, l'Égyptien a dévoilé les trois « piliers » de sa présidence : le développement des infrastructures, l'accélération de l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) et la création d'emplois pour la jeunesse du continent. Il a aussi insisté sur la lutte contre le terrorisme et la reconstruction des sociétés post-conflit. Cette session a aussi été l'occasion de dévoiler l'identité de la présidence suivante, en 2020. Il s'agira de l'Afrique du Sud, et donc de son président Cyril Ramaphosa, s'il est confirmé à son poste lors des élections générales qui doivent se tenir cette année. Pretoria s'est imposée, au détriment de l'Eswatini (nouveau nom du Swaziland), qui était candidat à ce poste qui devait revenir à l'Afrique australe. Mbabane

devrait toutefois obtenir un lot de consolation, en accueillant les ministres des Affaires étrangères du continent mi-2020 à l'occasion d'un conseil exécutif, les traditionnels sommets de milieu d'année ayant été supprimés dans le cadre de la réforme de l'UA. La composition du nouveau bureau de l'UA a aussi été annoncée. Outre al-Sissi, qui occupe donc la présidence, il sera composé de Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud, 1er vice-président), Félix Tshisekedi (RDC, 2e vice-président), Mahamadou Issoufou (Niger, 3e vice-président) et Paul Kagame (Rwanda, 4e vice-président et rapporteur). La désignation au sein de cette équipe de Félix Tshisekedi, qui participait à son premier sommet, a particulièrement satisfait la délégation congolaise. Le président congolais nouvellement élu a pu prendre la parole pendant cinq minutes depuis son fauteuil, à la fin de la session, tout comme son nouvel homologue de Madagascar Andry Rajoelina. Depuis son arrivée à Addis-Abeba le 9 février, Félix Tshisekedi s'est entretenu avec ses homologues égyptien al-Sissi et ivoirien Alassane Ouattara, ainsi que le secrétaire général de l'ONU António Guterres. Avant eux, Guterres s'était exprimé à la tribune pour saluer l'exemplarité de l'Afrique en matière d'accueil des réfugiés, le thème de ce sommet.

Somalie (février 2019)

Des officiers militaires de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) ont entamé une réunion de quatre jours à Mogadiscio pour développer un plan complet destiné à guider leur stratégie de sortie. Le directeur adjoint de l'AMISOM, Simon Mulongo, a indiqué que ce plan permettrait d'identifier des activités et opérations à mettre en œuvre dans le cadre du nouveau concept d'opérations (CONOPS) ainsi qu'à établir un calendrier et un cadre logistique pour la mise en œuvre de ces activités.

"Nous devons faire avec le peu de ressources dont nous disposons et mettre en œuvre le nouveau CONOPS afin de remplir notre mission de sécuriser la Somalie", a déclaré M. Mulongo dans un communiqué à l'occasion de l'ouverture officielle de la conférence. Ce nouveau CONOPS, qui constitue le cadre de la stratégie de sortie de l'AMISOM, guidera les activités militaires et les opérations de l'UA pour la période de 2018 à 2021.

Cette réunion rassemble des commandants de secteur qui dirigent des contingents militaires de pays contributeurs de troupes à l'AMISOM, des représentants de l'Armée nationale somalienne, les Nations unies et d'autres partenaires. M. Mulongo a appelé les commandants à présenter des plans d'opération réalistes qui permettront de s'assurer que les principales exigences de la CONOPS soient mises en œuvre avec succès.

Kenya - Somalie (16 février 2019)

Le Kenya a annoncé avoir rappelé pour "consultations urgentes" son ambassadeur en Somalie, pour protester contre la décision du gouvernement somalien de mettre aux

enchères des gisements pétrolifères et gaziers dans une zone maritime disputée entre les deux pays. Cette vente aux enchères a eu lieu le 7 février à Londres, selon le ministère, qui n'en précise toutefois ni le cadre, ni les modalités, mais se lance ensuite dans un sévère réquisitoire à l'encontre du gouvernement somalien. "Cet affront sans parallèle et cette captation illégale de ressources kényanes ne restera pas sans réponse et équivaut à un acte d'agression contre le peuple kényan et ses ressources". Le ministère souligne que le Kenya avait accepté que la question de la délimitation de la frontière maritime des deux pays, au sein d'une zone potentiellement riche en réserves de pétrole et de gaz dans l'océan Indien, soit portée devant la Cour internationale de Justice (CIJ). Elle avait commencé en septembre 2016 à La Haye à entendre les arguments des deux parties. La Somalie et le Kenya se disputent un vaste secteur maritime de plus de 100.000 km², au sein duquel Nairobi a déjà accordé trois permis d'exploitation pétrolière à la compagnie italienne Eni SpA qui sont contestés par Mogadiscio.

Maurice (février 2019)

La Cour Internationale de Justice a récusé la souveraineté britannique sur l'archipel des Chagos et donné raison à l'île Maurice qui tente de récupérer ce territoire abritant la base militaire américaine de Diego Garcia.

L'avis n'est que consultatif, mais il constitue tout de même un camouflet pour le Royaume-Uni. Ce lundi 25 février, la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye a estimé que la souveraineté britannique sur l'archipel des Chagos n'est pas fondée en droit, car celui-ci a été séparé de l'île Maurice avant la décolonisation. «Le Royaume-Uni est tenu, dans les plus brefs délais, de mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos, ce qui permettra à l'île Maurice d'achever la décolonisation de son territoire», a déclaré le juge président de la CIJ, Abdulqawi Ahmed Yusuf, dans un avis non contraignant. La décision a été accueillie par des éclats de joie à Pointe-aux-Sables, un quartier de la capitale mauricienne, Port-Louis, où vivent de nombreux Chagossiens expulsés par les autorités britanniques lors de la construction de la base militaire.

À mi-chemin entre la corne de l'Afrique et l'Indonésie, l'archipel des Chagos est une série d'îles paradisiaques abritant une base militaire anglo-américaine stratégique. Découverte au XVI^{ème} siècle par des explorateurs portugais, l'archipel fut d'abord, à partir de 1784, une possession française. Des colons français s'y sont installés pour cultiver la noix de coco. Longtemps, France et Angleterre l'ont utilisé conjointement pour soigner des lépreux... et les éloigner de la métropole. À l'issue des guerres napoléoniennes, les Chagos sont finalement cédés à l'Angleterre, qui les rattache d'abord aux Seychelles, à l'ouest, avant de les faire dépendre de l'île Maurice, au sud-ouest, en 1903. L'abolition de l'esclavage, en 1854, a attiré de nombreux travailleurs indiens mais seules trois des 55 îles de l'archipel furent habitées: Diego Garcia, Salomon et Peros Banhos.

Avec la fin de l'empire britannique et la multiplication des affrontements en Asie dans le contexte de la guerre froide, le Royaume-Uni conçoit le projet d'installer une base militaire sur l'archipel. La situation de l'archipel est très stratégique, au croisement des routes maritimes par lesquelles passent les hydrocarbures et les matières premières. Elle permet d'intervenir à la fois en Asie du sud-est et au Moyen-Orient. Londres rachète ainsi les Chagos aux institutions semi-autonomes de l'île Maurice en 1965 pour trois millions de livres et signe l'année suivante un bail de 50 ans avec les États-Unis leur donnant le droit d'y établir une base militaire. Deux ans plus tard, la République de Maurice obtient son indépendance, mais l'archipel est depuis resté aux mains des Britanniques, devenant les «Territoires de l'océan indien».

Afin d'assurer la sécurité de la base, les Britanniques ont organisé l'expulsion des Chagossiens vivant dans l'archipel, qu'un câble britannique de l'époque nomme «quelques Tarzans et Vendredis». Ils sont environ 2 000 à être expulsés, de 1968 à 1973, d'abord en interdisant le retour à tous ceux qui quittent l'île, puis en les déplaçant de force sur l'île Maurice ou aux Seychelles.

Après la chute de Saïgon en 1975 et la victoire des Khmers rouges au Cambodge, la base de Diego Garcia devint une base stratégique du déploiement anglo-américain en Asie. Elle est agrandie en 1979 après la Révolution iranienne et stocke de nombreux navires de guerre et des bombardiers lourds. La base joua un rôle majeur dans les deux guerres d'Irak (1990-91 et 2003-2006) et dans les bombardements américains en Afghanistan en 2001.

La base militaire de Chagos joua un rôle majeur dans les deux guerres d'Irak et dans les bombardements américains en Afghanistan.

Les Chagossiens ont engagé plusieurs recours judiciaires contre leur expulsion. Ils ont obtenu une compensation financière de 4 millions de livres ainsi que des terres sur l'île Maurice en 1982, mais la décision de 2007 leur permettant de rentrer sur leurs terres a été invalidée par la Chambre des Lords, ultime organe de recours dans la justice britannique.

En 2010, sous l'impulsion du ministre britannique des Affaires Étrangères David Miliband, l'archipel est devenu une zone maritime protégée. L'objectif officiel était de préserver l'atoll corallien de l'archipel, l'un des plus grand au monde. Mais des notes diplomatiques révélées par l'affaire WikiLeaks montrent que ce projet avait avant tout pour objectif de contrecarrer le retour des Chagossiens.

Suivant une résolution portée par l'île Maurice, l'Assemblée générale de l'ONU a demandé à la CIJ un avis consultatif en juillet 2017. Maurice était soutenue par l'Inde, le Nicaragua et l'Union africaine. Ces pays estimaient notamment que Maurice n'était pas un État souverain au moment du rachat de l'archipel par le Royaume-Uni. Royaume-Uni et États-Unis ont quant à eux affirmé que l'affaire n'était pas du ressort de la CIJ, un argument que la cour n'a pas retenu.

Pour les 10 000 descendants de Chagossiens vivant aujourd'hui sur l'île Maurice, aux Seychelles au Royaume-Uni, l'heure du retour approche peut-être, bien que la compétence de la CIJ ne soit que consultative.

Libye (février 2019)

Le chef du Gouvernement d'union nationale Fayez al-Sarraj et son rival, le maréchal Khalifa Haftar, "se sont entendus sur la nécessité de mettre fin à la période de transition à travers des élections générales", a déclaré la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) sur son compte Twitter. Après la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a plongé dans le chaos, déchirée par des luttes d'influence entre de nombreuses milices. Le pays est aujourd'hui dirigé par deux autorités rivales : à Tripoli est basé le GNA, dirigé par Fayez al-Sarraj et soutenu par la communauté internationale, et dans l'Est libyen, un cabinet parallèle est appuyé par l'Armée nationale libyenne (ANL), autoproclamée par Khalifa Haftar. Parmi les institutions divisées figure également la banque centrale. La dernière rencontre entre les deux hommes remonte à fin mai 2018 à Paris où, déjà, il était question d'organiser des élections mais sans qu'aucune partie ne s'y engage solennellement.

Ethiopie - France (mars 2019)

La France et l'Éthiopie ont signé un accord de coopération en matière de défense, ouvrant la voie à une relance de la marine éthiopienne, à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron dans cet Etat de la Corne de l'Afrique où Paris espère profiter de la récente ouverture politique et économique. "Cet accord inédit de coopération de défense offre le cadre d'une coopération renforcée et ouvre notamment la voie à un accompagnement spécifique de la France sur la mise en place d'une composante navale éthiopienne" abandonnée depuis la sécession de l'Érythrée en 1991, a déclaré le chef de l'Etat français à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Abiy Ahmed, à Addis Abeba. "Plus largement, il offre un cadre à notre coopération en matière aérienne, au partenariat entre nos troupes et une perspective en terme de formation et d'équipement", a-t-il détaillé lors d'une conférence de presse commune. "Nous avons conscience de le signer avec un dirigeant qui a décidé de construire la paix dans toute la région et de lutter avec force contre le terrorisme et contre toutes les formes de menace."

Soudan - Ethiopie (mars 2019)

Le Soudan et l'Éthiopie ont signé mardi à Khartoum, la capitale soudanaise, un protocole prévoyant le déploiement de forces conjointes à la frontière entre les deux pays. Les réunions du comité militaire soudano-éthiopien se sont achevées mardi à Khartoum, sous la présidence des chefs d'état-major des deux pays. "Nous avons signé aujourd'hui un protocole prévoyant le déploiement de forces conjointes à la frontière", a déclaré aux journalistes Kamal Abdul-Marouf Al-Mahi, chef d'état-major de l'armée soudanaise. "Le déploiement des forces conjointes vise à contrôler la frontière, à lutter contre les crimes transfrontaliers et à empêcher l'immigration illégale", a-t-il ajouté. Seare Mekonen, chef d'état-major de l'armée éthiopienne, a pour sa part déclaré que "le Soudan et l'Éthiopie

sont déterminés à travailler ensemble pour maintenir la paix et sécuriser la frontière". Les réunions du comité militaire conjoint soudano-éthiopien, qui ont eu lieu à Khartoum du 10 au 12 mars, ont examiné un certain nombre de questions liées au développement de la coopération militaire et à un travail commun, ainsi qu'aux moyens de les renforcer. Les réunions ont également abordé la réactivation des mécanismes liés à la sécurisation de la frontière commune, la lutte contre la contrebande et les crimes transfrontaliers, ainsi que le maintien de la paix.

G5 Sahel (mars 2019)

La force conjointe antiterroriste du G5 Sahel a fait l'objet d'une nouvelle réunion à New York autour du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Si les autorités françaises se félicitent du chemin parcouru et des progrès accomplis depuis deux ans, le général mauritanien Hanana Ould Sidi, qui commande la force depuis septembre 2018, attend encore « beaucoup ». Décaissement trop lent des 400 millions d'euros promis, manque de blindés et de matériel... Le général tarde à pouvoir mener des opérations plus robustes.

« Depuis janvier, nous avons repris les opérations. À ce jour, cinq opérations ont été menées, d'autres sont planifiées », a expliqué le général mauritanien Hanana Ould Sidi à l'AFP et RFI à l'issue d'une réunion ministérielle à huis clos organisée par la France avec les membres du Conseil de sécurité.

« Entre les opérations planifiées, nous menons des actions ponctuelles de contrôle de zones, de patrouilles afin de garder un contact permanent avec les populations. Pour les rassurer, leur faire passer un message, leur dire que nous sommes là pour les protéger, les aider », a précisé l'officier pour qui la confiance *« constitue l'enjeu réel de la lutte contre les terroristes »*. *« Nous tenons à gagner leurs cœurs et leurs esprits »,* a-t-il souligné.

La force G5 Sahel, lancée formellement en juillet 2017, doit à terme comprendre 5 000 hommes. *« On est à plus de 4 000 hommes mais les équipements majeurs manquent encore et tardent à se mettre en place »,* a déploré le général Ould Sidi, sans préciser lesquels. *« On attend toujours des moyens qui tardent à venir, parce que plus on a de moyens, plus notre efficacité va croître, et plus on va renforcer notre capacité à durer. Parce que la lutte contre le terrorisme, ce n'est pas une affaire d'une journée ou deux. »*

Décaissements

La montée en puissance de la force a connu des aléas et une suspension *de facto* de ses opérations entre juillet et décembre. Selon des diplomates, le financement de la force, longtemps problématique, bénéficie de premiers décaissements. *« La pompe est enclenchée »,* selon l'un d'eux.

Le coût de la création de la force a été estimé à quelque 400 millions d'euros avec un budget de fonctionnement annuel évalué à 90-110 millions d'euros. Des blindés et des

moyens de protection sont en train d'arriver tandis que la construction de quartiers généraux et de postes de commandement de secteurs a été engagée, a ajouté une autre source.

Allemagne - Afrique (avril 2019)

Le gouvernement allemand a donné son feu vert à la prolongation des mandats de trois missions militaires en Afrique. Sont concernés les troupes déployées au Mali, dans le cadre tant de la mission onusienne de maintien de la paix Minusma que de la mission de formation dirigée par l'Union européenne (EUTM), et les militaires déployés dans le cadre de l'opération européenne aéronavale Atalanta, contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique. La décision doit encore recevoir l'approbation formelle du Bundestag (chambre basse du parlement). L'Allemagne fournit actuellement 900 hommes à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la Stabilisation au Mali (Minusma), qui appuie les forces de sécurité maliennes dans leur lutte contre les rebelles islamistes dans ce pays sahélien.

Le gouvernement allemand a fixé la limite à 1 100 militaires. Dans ce même pays, 180 militaires allemands sont en outre actifs dans le cadre de l'EUTM, dont l'Allemagne assume le commandement depuis novembre 2018.

L'opération Atalanta peut également compter sur un appui allemand. Le gouvernement a toutefois décidé de revoir sa contribution maximale à la baisse. Elle passera de 600 à 400 hommes. Ils sont actuellement 80 sur le terrain.

Soudan (avril 2019)

Le ministre de la défense du Soudan a annoncé à la télévision nationale la destitution et la détention en lieu sûr du chef de l'Etat Omar el-Béchir qui dirige le pays depuis près de 30 ans. Cette décision tombe après quatre mois de manifestation contre le régime Soudanais. Le Général Awad Mohamed Ahmed Ibn Auf a aussi annoncé que l'armée supervisera un gouvernement de transition de deux ans qui sera suivi par des élections. Entre temps la constitution a été suspendue.

Le pays observera un mois de couvre-feu et toutes les frontières seront fermées jusqu'à nouvel ordre et le bureau du premier ministre et le parlement ont été dissous.

Tchad (avril 2018)

Un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad) s'est tenu à N'Djamena, dans un contexte marqué par des défis sécuritaires. « Ce sommet se tient dans un contexte marqué par plusieurs défis au nombre desquels les menaces à la paix, à la sécurité ainsi

que ceux liés au développement durable », a déclaré le Secrétaire général par intérim de la Cen-Sad, Ibrahim Sani Abani. La Cen-Sad est l'une des huit communautés économiques régionales reconnues par l'Union africaine comme piliers de l'intégration et du développement économique et sociale du continent. Elle regroupe 24 États du pourtour du Sahel et du Sahara et a été créée le 4 février 1998 à Tripoli en Libye.

Soudan (avril 2019)

Au lendemain de la destitution d'Omar el-Béchir au Soudan, le chef du conseil militaire de transition désormais aux commandes du pays a renoncé au pouvoir le 12 avril au soir et nommé un autre militaire pour lui succéder, une décision accueillie par des scènes de joie des manifestants à Khartoum. Awad Ibn Ouf, le chef du Conseil militaire de transition, a annoncé dans un discours à la Nation avoir renoncé à son poste, et nommé à sa place Abdel Fattah al-Burhan Abdelrahmane, inspecteur général des forces armées.

3 POINT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE SOUTIEN A LA PAIX

3.1 LES NATIONS UNIES (Site consulté le 15/04/2019)

Effectifs (Troupes, Police, Experts et *Staff officers*)

La MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Au Sahara occidental depuis avril 1991

Effectifs déployés : 2 35 personnes

La MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

En République centrafricaine depuis avril 2014.

Effectifs déployés : 13 684 personnes

La MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Au Mali depuis avril 2013.

Effectifs déployés : 14 773 personnes

La MONUSCO : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

En République démocratique du Congo depuis juin 2010.

Effectifs déployés : 17 084 personnes

La MINUAD : Opération hybride Union africaine-ONU au Darfour

Au Soudan (Darfour) depuis juillet 2007.

Effectifs déployés : 7 898 personnes

La FISNUA : Force de sécurité intérimaire des Nations Unies pour Abyei

À Abyei, au Soudan depuis juin 2011.

Effectifs déployés : 4 565 personnes

La MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

Au Soudan du Sud depuis juillet 2011.

Effectifs déployés : 16 695 personnes

3.2 L'UNION AFRICAINE

L'Initiative de coopération régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur (ICR LRA¹ - depuis 2011)

L'effectif maximal autorisé est 5 000. Au mois d'août 2018, l'effectif s'élevait à 873 personnels en uniforme, dont 300 de la RD Congo, 490 du Soudan du Sud, 70 de la République centrafricaine, ainsi que 12 officiers militaires et le chef de la police civile basé au quartier général de la Force opérationnelle régionale (*AU Handbook 2019*).

L'AMISOM : la Mission de l'Union africaine en Somalie (depuis 2007 - site de l'Union africaine consulté le 15 avril 2019)

Ouganda : 6 223 hommes

Burundi : 5 432 hommes (devrait perdre un millier d'hommes)

Kenya : 3 664 hommes

Éthiopie : 4 395 hommes

Djibouti : 960 hommes

La MINUAD est une opération hybride ONU-UA. Nous l'avons traitée dans les missions onusiennes.

La *Multinational Joint Task force* (MNJTF - depuis 2015)

Une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) dotée de 8 700 militaires, policiers et civils pour combattre Boko Haram. Quatre pays riverains du lac Tchad (Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger) ainsi que le Bénin composent cette force. Le quartier général est à N'Djamena (Tchad).

En août 2015, les États s'étaient engagés sur :

Nigéria : 3 500 hommes

Tchad : 3 000 hommes

Bénin : 750 hommes

Niger : 1 000 hommes

Cameroun : 2 650 hommes.

Les effectifs pouvaient être augmentés jusqu'à 10 000. Le prochain *Conops* devrait autoriser la MNJTF à déployer 11 500 hommes.

¹ Lord's Resistance Army (LRA).

La Force conjointe du G5 Sahel

Lancée en 2017, elle devrait compter 5 000 hommes (Mauritanie, Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso). A l'heure actuelle, les effectifs sont d'environ 4 000 hommes

La mission de la CEDEAO en Gambie (MICEGA)

Déployée depuis le 21 février 2017, la Micega compte 500 militaires. Ces soldats viennent pour l'essentiel du Sénégal, du Nigeria et du Ghana.

La mission de la SADC au Lesotho² a pris fin en novembre 2018.

3.3 L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est présente sur le continent africain par des missions de formation (*European Union Training Mission - EUTM*) et une mission de lutte contre la piraterie au large de la Somalie (Atalante).

EUTM Somalie : déployée en 2010 elle compte un effectif de 203 hommes.

EUTM Mali : déployée en février 2013, elle a un effectif d'environ 600 soldats.

EUTM RCA : déployée en 2016, elle possède un effectif de 187 hommes.

Opération Atalante : déployée depuis 2008, la force navale compte plusieurs bâtiments et quelques avions de patrouille maritime et de reconnaissance.

3.4 CONTRIBUTIONS AFRICAINES AUX OMP

Les douze premiers contributeurs africains :

1 Éthiopie : 7 554 H

3 Rwanda : 6 541 H

7 Égypte : 3 766 H

9 Ghana : 2 804 H

11 Sénégal : 2 484 H

12 Tanzanie : 2 307 H

² Elle comprenait 258 personnels.

- 13 Maroc : 2 140 H
- 14 Burkina Faso : 2 080 H
- 15 Tchad : 1 559 H
- 16 Togo : 1 424 H
- 17 Afrique du Sud : 1 183 H
- 18 Cameroun : 1 119 H

4 CONCLUSION

À peine, le sommet de l'Union africaine s'est-il terminé (février 2019) que deux dossiers importants vont animer les discussions et mettre les *leaders* de l'Union africaine devant leur responsabilités. Deux chefs d'Etat (Bouteflika en Algérie et El Beshir au Soudan) quittent la scène politique sous la pression de la rue. Petite victoire, loin d'être satisfaisante pour les manifestants qui demandent encore plus : l'élimination de la vieille garde (du « *clan du président* »). Il ne fait aucun doute que ces « *réussites* » vont donner des idées à de nombreux peuples africains. Les présidents qui se maintiennent à la tête de leur pays depuis longtemps regardent avec anxiété la situation en Algérie comme au Soudan. Deby, Nguesso, Biya, Bongo, Guelleh ne devraient pas tarder à être sur la sellette....Même au Sénégal, l'élection de Macky Sall ne s'est pas faite sans tension. Une caractéristique commune entre eux : ils abritent nos garnisons militaires, une forte coopération militaire ou l'état-major de Barkhane...

PATRICK FERRAS

www.csba-ferras.eu